



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

orphelins

Question écrite n° 50006

Texte de la question

M. Bernard Debré attire l'attention de M. le ministre délégué aux anciens combattants sur la revendication exprimée par un certain nombre d'orphelins de résistants morts au combat qui estiment que le champ d'application du décret récent du 27 juillet 2004 (n° 2004-751), instituant une aide financière pour les orphelins victimes du régime nazi, devrait être élargi à leur situation. En effet, sans revenir sur les conditions de la disparition des résistants du Vercors ou bien même du plateau des Glières, il convient de s'interroger sur le sort et la reconnaissance réservés à nos contemporains frappés par le destin. Les résistants doivent-ils être assimilés à des soldats morts au combat ou bien à distinguer des victimes du régime nazi ? Les enfants des résistants morts au combat, aujourd'hui peu nombreux, méritent probablement davantage d'attention. Il lui demande s'il ne souhaite pas élargir prochainement le décret concernant les orphelins des déportés aux enfants de résistants morts au combat.

Texte de la réponse

Comme le sait l'honorable parlementaire, le décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la deuxième guerre mondiale, a été publié au Journal officiel de la République française du 29 juillet 2004. Les orphelins des déportés résistants et politiques morts en déportation et des personnes arrêtées et exécutées, tels les fusillés, dans les conditions définies aux articles L. 274 et L. 290 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, bénéficieront ainsi d'une prestation d'un montant équivalent à celui fixé par le décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites. Cette mesure marque l'aboutissement d'une démarche engagée dès le mois de mai 2002, à la demande du Président de la République. Le 2 septembre 2003, le premier ministre, prenant connaissance des conclusions du rapport élaboré, à la demande du ministre délégué aux anciens combattants, par M. Philippe Dechartre, ancien résistant, ancien ministre du Général de Gaulle et de Georges Pompidou, avait annoncé la décision de principe du Gouvernement. Le travail de clarification visant à définir le périmètre des ressortissants éligibles à

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE50006>

cette mesure a été soumise à l'avis du conseil d'État. Il présente donc les meilleures garanties de solidité juridique. Ce décret, publié dans les délais annoncés, répond aux attentes exprimées par les parlementaires de tous les groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que par les associations du monde combattant et celles des victimes des persécutions nazies consultées par M. Dechartre. Il est certain que l'action et le courage de tous les volontaires qui se sont engagés dans les combats douloureux et glorieux de la résistance pour sauver l'honneur de la France appellent une reconnaissance particulière à laquelle le ministre délégué aux anciens combattants attache la plus haute importance. Cependant, par une décision dont le caractère symbolique doit être souligné, il s'agissait essentiellement de reconnaître le caractère spécifique des souffrances endurées par les victimes d'actes de barbarie commis durant l'occupation. C'est pourquoi les dispositions arrêtées par le décret du 27 juillet 2004 devaient nécessairement se limiter à prendre en compte des violences qui, excédant le cadre d'un état de belligérance se caractérisant par des affrontements armés, relevaient de la plus extrême inhumanité et frappaient des personnes dans l'incapacité de se défendre. En tout état de cause, le ministre entend préciser à l'honorable parlementaire qu'il est parfaitement conscient de l'étendue du drame vécu par les orphelins de guerre quels qu'ils soient et par tous ceux qui ont souffert des conséquences du second conflit mondial. Il souhaite préciser à ce sujet que les orphelins de guerre sont ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) et peuvent bénéficier, à ce titre, de l'assistance de cet établissement public, dispensée notamment sous la forme d'aides ou de secours en cas de maladie, absence de ressources ou difficultés momentanées. Il apparaît ainsi que le Gouvernement s'attache à faire prévaloir l'équité, dans le respect scrupuleux des situations spécifiques des différentes catégories de victimes de la Seconde Guerre mondiale.

Données clés

- Auteur : [M. Bernard Debré](#)
- Circonscription : Paris (15^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 50006
- Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre
- Ministère interrogé : anciens combattants
- Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

- Question publiée le : 2 novembre 2004, page 8563
- Réponse publiée le : 28 décembre 2004, page 10440